

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Aussenpolitik
Schlagnworte	Keine Einschränkung
Akteure	Flach, Beat (glp/pvl, AG) NR/CN, Maurer, Ueli (svp/udc) BR VBS / CF DDPS, Galladé, Chantal (sp/ps, ZH) NR/CN
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Ammann, Amando
Barras, François
Bovey, Audrey
Hulliger, Caroline
Käppeli, Anita
Pasquier, Emilia
Schnyder, Sébastien

Bevorzugte Zitierweise

Ammann, Amando; Barras, François; Bovey, Audrey; Hulliger, Caroline; Käppeli, Anita; Pasquier, Emilia; Schnyder, Sébastien 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Aussenpolitik, 2001 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Aussenpolitik	1
Beziehungen zur EU	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	2
Gute Dienste	5

Abkürzungsverzeichnis

VBS	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
UNO	Organisation der Vereinten Nationen
APK-SR	Aussenpolitische Kommission des Ständerates
NGO	Nichtregierungsorganisation
RK-SR	Kommission für Rechtsfragen des Ständerates
RK-NR	Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats
EU	Europäische Union
EMRK	Europäische Menschenrechtskonvention
EASO	Unterstützungsbüro für Asylfragen
Frontex	Europäische Agentur für die Grenz- und Küstenwache

DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
ONU	Organisation des Nations unies
CPE-CE	Commission de politique extérieure du Conseil des Etats
ONG	Organisation non gouvernementale
CAJ-CE	Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats
CAJ-CN	Commission des affaires juridiques du Conseil national
UE	Union européenne
CEDH	Convention européenne des droits de l'homme
EASO	Bureau européen d'appui en matière d'asile
Frontex	Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes

Allgemeine Chronik

Aussenpolitik

Aussenpolitik

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 02.10.2015
CAROLINE HULLIGER

Début octobre, le chef du DDPS a prononcé à Vienne un **discours d'ouverture lors de la conférence**, de l'Institut autrichien de politique internationale, **consacrée à la neutralité**. Par ailleurs, Ueli Maurer a eu l'occasion de s'entretenir avec son homologue autrichien, Gerald Klug, et avec Carmelo Abela, ministre responsable de la sécurité nationale de Malte.¹

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 27.04.2016
AUDREY BOVEY

Le conseiller national argovien Beat Flach (pvl, AG) a déposé, en avril 2016, une initiative parlementaire intitulée "**Lèse-majesté. Abroger l'article 296 CP**". Tiré du Code pénal suisse, l'article en question traite des éventuels outrages faits à un Etat étranger et des peines que peuvent encourir les auteurs de tels méfaits.

Tout comme son homologue du Conseil national, la CAJ-CE a, en août 2017, choisi de donner suite à l'initiative, arguant que "la disposition en question n'était plus adaptée aux réalités actuelles". L'élaboration d'un projet d'acte incombe donc désormais à la CAJ-CN, qui dispose d'un délai de deux ans.²

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 21.06.2019
AUDREY BOVEY

Au mois de juin 2019, le Conseil national a suivi l'avis de la CAJ-CN et décidé à une courte majorité (99 voix pour, 92 contre et 0 abstention) de classer l'initiative intitulée «**Lèse-majesté. Abroger l'article 296 CP**». La proposition de la minorité Flach (pvl, AG), en faveur d'une prolongation du délai de traitement à la session d'été 2021, a ainsi été écartée.³

Beziehungen zur EU

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 04.03.2001
FRANÇOIS BARRAS

Le 4 mars, le résultat de la votation s'est exprimé en véritable camouflet pour les initiants comme pour les europhiles helvétiques. Avec plus de trois quarts de refus populaire et un rejet de l'ensemble des cantons, l'échec de l'initiative est sans appel. Entre le non ferme de l'ASIN et de l'UDC et le non «raisonnable» de multiples sources, dont le Conseil fédéral, le projet du NOMES n'est apparu que comme une option sans caractère de nécessité. Une bonne participation a pu démontrer cependant l'importance attachée par les électeurs au dossier européen. Parmi les plus hostiles à l'initiative, le canton d'Appenzel Rhodes-Intérieures a pris la tête (90,3% de non), alors que Neuchâtel fut le plus près d'accepter le texte du NOMES (55,8% de non). Si beaucoup s'attendaient à un refus, tous ont été surpris de son ampleur, à tel point que la première réaction de l'ASIN fut de proposer le retrait immédiat de la demande d'adhésion à l'UE déposée, puis gelée en 1992. Quant à l'UDC, elle a déposé une motion – refusée par le National – exigeant que le Conseil fédéral ajourne tous les travaux liés à l'adhésion à l'UE, rendus selon elle obsolètes par les chiffres de la votation. Ueli Maurer a même remis en question l'avenir politique de Joseph Deiss au poste des affaires étrangères, arguant du fait que la fibre pro-européenne du ministre ne pouvait être représentative d'une population opposée à l'Europe.

Votation du 4 mars 2001

Participation: 55,8%
Oui: 597 217 (23,1%) / 0 cantons
Non: 1 982 549 (76,9%) / 26 cantons

Mots d'ordre:

- Oui: PDC (19*), PS, PL (2*), PES (2*), PdT; USS, CSS.
- Non: UDC, PRD (4*), PEP, UDF, DS, Lega, PdL; Economiesuisse, USAM, USP.

* Recommandations différentes des partis cantonaux

Au contraire, le gouvernement a donné une **analyse positive du résultat**, y constatant un refus populaire de brusquer les choses et une adéquation sur la ligne européenne

du Conseil fédéral. Ce dernier a ainsi maintenu son calendrier européen éventualité d'une réouverture des négociations en cours de magistrature 2003-2007 et a confirmé ses priorités: entrée en vigueur des accords bilatéraux à brève échéance, puis réalisation de nouvelles négociations bilatérales, enfin, à plus long terme, adhésion de la Suisse à l'UE. L'analyse VOX relativise cependant ces deux commentaires unilatéraux et montre que, parmi les opposants, ceux qui rejetaient toute idée d'adhésion étaient un peu plus nombreux (51%) que ceux qui considéraient le moment précipité.⁴

Zwischenstaatliche Beziehungen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 01.01.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

En automne, **Ueli Maurer** n'a pas remis en question sa visite de plusieurs jours en Israël malgré l'arraisonnement mortel par les forces israéliennes de la « flottille de la liberté » qui a tenté de forcer le blocus de Gaza, d'une part, et le rapport Goldstone des Nations Unies relatif à des crimes de guerre commis lors des interventions militaires à Gaza en hiver 2008-2009, d'autre part. Il a rencontré le président Shimon Peres et son homologue Ehoud Barak avec lequel il a discuté de sécurité, d'armement et de renseignement.⁵

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 06.12.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

Au début de l'année sous revue, dans le cadre de l'affaire des **otages** en Libye, la CPE-CE a approuvé les mesures restreignant l'accès aux visas Schengen pour certains ressortissants libyens. En guise de rétorsion, la Libye a interdit de séjour les ressortissants de l'espace de Schengen afin de casser la solidarité administrative européenne. Cela a entraîné une européanisation du conflit, les Etats de l'UE se voyant handicapés dans leur relation avec la Libye. Si l'Allemagne, puis l'Espagne, qui assure alors la présidence de l'UE, ont proposé leurs services en tant que médiateurs dans le conflit, l'Italie a protesté contre la Suisse, l'accusant de prendre en otage tous les Etats Schengen.

En Libye, les procès des deux Suisses retenus à Tripoli ont repris après de multiples reports. Ces derniers ne s'étaient jusque là pas présentés aux audiences craignant d'être à nouveau enlevés. La Cour d'appel libyenne a acquitté l'un des otages suisses et a condamné l'autre à quatre mois de prison. Au niveau diplomatique, les deux parties en conflits se sont réunies sous l'égide de l'UE qui souhaite que la crise se règle rapidement. La Suisse a accepté de mener une enquête sur la divulgation des photos de l'arrestation d'Hannibal Kadhafi. A la fin du mois de février, les autorités libyennes ont menacé de prendre d'assaut l'ambassade suisse de Tripoli. Certains pays de l'UE ont musclé leur soutien en dépêchant leur ambassadeur au sein de l'ambassade helvétique. Les deux Suisses se sont toutefois vus obligés de se rendre aux autorités. Celui qui a été acquitté a pu sortir du pays grâce au soutien de diplomates arabes, tandis que l'autre a été conduit en prison pour purger sa peine. Malgré les négociations, une demande de grâce n'a jamais abouti. Parallèlement, la Lybie a lancé une campagne de propagande qui a conduit à la création d'un front hostile à la Suisse au sein de l'espace Schengen. Dans le même temps, la justice genevoise a donné raison à Hannibal Kadhafi concernant la responsabilité de l'Etat de Genève dans la diffusion des photos d'identité prises lors de son arrestation, elle a toutefois rejeté le versement de la somme demandée à titre d'indemnisation.

En juin, le second otage a été libéré deux jours avant sa sortie annoncée. Micheline Calmy-Rey s'est rendue à Tripoli et a signé un plan d'action avec la Libye, l'Allemagne et l'Espagne, afin de normaliser les relations bilatérales. Micheline Calmy-Rey s'est excusée auprès de Tripoli de la publication des photos dans la presse et a remercié l'UE pour son soutien dans cette crise.

A la suite de cette affaire, le parlement a décidé de créer une sous-commission afin d'examiner la conduite du Conseil fédéral et de publier un **rapport relatif à la gestion de l'affaire libyenne**. Au Conseil fédéral, de fortes tensions se sont manifestées impliquant Micheline Calmy-Rey, Hans-Rudolf Merz, Doris Leuthard et Ueli Maurer. Par ailleurs, la conférence des gouvernements cantonaux a apporté son soutien au canton de Genève en affirmant que la mise en place d'un tribunal arbitral international ne respecte pas les prérogatives genevoises. En fin d'année, la sous-commission a rendu son rapport mettant en avant un manque de communication au sein du gouvernement. Si elle attaque fortement les actions de Hans-Rudolf Merz, de Micheline Calmy-Rey et, dans une moindre mesure, d'Ueli Maurer, elle souligne surtout les dysfonctionnements collectifs dans la gestion de la crise comme ce fut le cas dans l'affaire UBS.⁶

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 01.01.2011
ANITA KÄPPELI

Im März besuchte Bundesrat **Ueli Maurer** den liechtensteinischen Innenminister Quaderer zwecks Vertiefung des bilateralen Sicherheitsdialogs der beiden Länder. Ende Juni stattete der Verteidigungsminister seinem schwedischen Amtskollegen in Stockholm einen Besuch ab. Dabei standen verschiedene Themen auf der Gesprächsagenda, unter anderem die Kooperation der beiden Staaten in Korea und die Umstellung des schwedischen Militärs von der Miliz- zur Berufsarmee. Mitte Juli bereiste er Südkorea und China. In Seoul diskutierte der Magistrat mit dem südkoreanischen Verteidigungsminister über eine vertiefte Kooperation der beiden Länder im Ausbildungs- und Rüstungsbereich. Aus dem gleichen Grund führte der Bundesrat in Peking Gespräche mit dem Verteidigungsminister Chinas. Im November stattete Ueli Maurer zwecks bilateraler Gespräche im Bereich der militärischen Zusammenarbeit dem deutschen Verteidigungsminister Thomas de Maizière in Berlin einen offiziellen Besuch ab.⁷

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 24.10.2011
ANITA KÄPPELI

Der **französische Verteidigungsminister Gérard Longuet** weilte im Oktober für einen offiziellen Besuch in Bern. Empfangen wurde er von seinem Schweizer Amtskollegen Ueli Maurer. Die bilateralen Gespräche dienten der Vertiefung der militärischen Zusammenarbeit beider Länder, die bereits eine enge Kooperation im Sicherheitsbereich pflegen.⁸

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 01.01.2012
EMILIA PASQUIER

Au début de l'année sous revue, le vice-président de la Confédération **Ueli Maurer** s'est rendu à Munich afin de participer à la 48e Conférence sur la sécurité. Puis, il s'est envolé pour la Pologne au mois de juin. Il a rencontré son homologue polonais Tomasz Siemoniak afin de signer un accord visant une intensification de la collaboration militaire en matière d'instruction. En visite à Vienne, le ministre a ensuite rencontré la ministre autrichienne de l'Intérieur à qui il a notamment présenté le modèle suisse de l'obligation de servir. Enfin, en octobre, le vice-président s'est envolé pour le VIXe Sommet de la Francophonie à Kinshasa en tant que chef de la délégation suisse.⁹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 19.06.2012
EMILIA PASQUIER

La visite du ministre du département de la défense, de la protection de la population et des sports macédonien **Famir Besimi** a permis à Ueli Maurer de discuter de la coopération entre les deux pays, ainsi que de la situation régionale en matière de politique de sécurité.¹⁰

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 29.06.2012
EMILIA PASQUIER

L'achat des avions de combats par l'armée suisse était au centre de la rencontre entre la **ministre suédoise de la défense Karin Enström** et le conseiller fédéral Ueli Maurer.¹¹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 22.10.2012
EMILIA PASQUIER

Macolin (BE) a reçu la visite du **chef du gouvernement du Liechtenstein Klaus Tschüscher**, suite à l'invitation du conseiller fédéral Ueli Maurer. Les deux hommes se sont entretenus notamment sur la collaboration transfrontalière en matière de sécurité.¹²

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 01.01.2013
EMILIA PASQUIER

Président de la Confédération en 2013, le ministre de la défense, de la protection de la population et des sports **Ueli Maurer** a effectué son premier voyage à l'étranger en Allemagne, où il a pris part à la 49e Conférence de Munich sur la sécurité. Toujours en hiver, une rencontre informelle a été organisée entre le président autrichien et Ueli Maurer lors des championnats du monde de ski alpin à Schladming. Puis, le président s'est rendu à Vaduz où il a signé une déclaration d'intention visant à intensifier la collaboration en matière de sécurité. Au Vatican, Ueli Maurer a assisté à la cérémonie d'assermentation des gardes suisses, avant d'être reçu par le Pape François. En juin, il a effectué une visite officielle en Lituanie où il a rencontré la présidente Dalia Grybauskaitė. C'est ensuite le président chinois Xi Jinping qui a accueilli le conseiller fédéral pour un séjour de trois jours en Chine. De retour en Europe, Ueli Maurer s'est rendu à Innsbruck pour la rencontre quadripartite des chefs d'Etat comprenant l'Autriche, l'Allemagne, le Liechtenstein et la Suisse. Accompagné de Didier Burkhalter, le ministre zurichois a participé à la 68e session de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. C'est finalement le Kosovo qui a accueilli Ueli Maurer dans le courant du mois de novembre.

ANDERES
DATUM: 15.02.2013
EMILIA PASQUIER

Ueli Maurer a accueilli le **ministre polonais de la défense Tomaz Siemoniak** afin de parler de la coopération militaire entre les deux pays.

ANDERES
DATUM: 18.02.2013
EMILIA PASQUIER

Dans le cadre des négociations du futur accord de libre-échange, le chef de la diplomatie helvétique, Didier Burkhalter, a reçu le **vice-premier ministre de la République populaire de Chine Hui Liangyu**. Ce dernier s'est également entretenu avec Ueli Maurer et Johann Schneider-Ammann.

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 10.06.2013
EMILIA PASQUIER

Ueli Maurer a rencontré le **président de la République d'Autriche Heinz Fischer** en juin. Les deux chefs d'Etat se sont entretenus sur les relations bilatérales entre leur pays respectif.¹³

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 20.07.2013
EMILIA PASQUIER

Le voyage en Chine du ministre de la défense, Ueli Maurer, a fait couler beaucoup d'encre dans les médias nationaux. En effet, lors d'un passage à la radio alémanique, le conseiller fédéral a déclaré qu'il souhaitait tourner la page sur les **événements de la place Tian'anmen**, où l'armée chinoise avait réprimé l'opposition dans un bain de sang en 1989. Entre indignation et dédramatisation, les réactions aux propos du conseiller n'ont pas manqué. Le ministre, lui, s'est défendu en expliquant que ses propos avaient été surinterprétés.¹⁴

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 18.10.2013
EMILIA PASQUIER

L'obligation du service militaire a constitué le thème principal de discussion entre Ueli Maurer et le **ministre de la défense de Singapour Ng Eng Hen** de passage en Suisse.¹⁵

ANDERES
DATUM: 14.03.2014
CAROLINE HULLIGER

Le 14 mars, le conseiller fédéral Ueli Maurer a accueilli son homologue suédoise Karin Enström pour une visite de deux jours en Suisse. Les deux ministres de la défense se sont entretenus sur la coopération militaire entre la Suède et la Suisse. Ils ont également abordé la situation en Russie et en Ukraine. En outre, la nouvelle **convention sur la collaboration en matière d'instruction militaire** a été signée.¹⁶

ANDERES
DATUM: 07.05.2014
CAROLINE HULLIGER

Le conseiller fédéral Ueli Maurer était en visite de travail à Vienne du 7 au 8 mai où il a rencontré son homologue Gerald Klug. Les deux hommes ont discuté de la **collaboration bilatérale militaire** des deux pays. De plus, ils ont également évoqué la collaboration sur le plan sportif.¹⁷

ANDERES
DATUM: 04.06.2014
CAROLINE HULLIGER

Carl Haglund, le ministre finlandais de la défense, a répondu à l'invitation du conseiller fédéral Ueli Maurer. Les deux hommes se sont rencontrés à Montreux les 4 et 5 juin. Ils se sont entretenus sur des **questions de sécurité internationale**.¹⁸

ANDERES
DATUM: 03.09.2014
CAROLINE HULLIGER

Début septembre, le conseiller fédéral **Ueli Maurer a reçu le ministre chinois de la défense**, le général Chang Wanquan, pour une visite de travail officielle à Berne. Les deux hommes se sont entretenus sur les relations bilatérales entre la Chine et la Suisse. Puis, ils ont aussi abordé des sujets de politique de sécurité.¹⁹

ANDERES
DATUM: 16.10.2014
CAROLINE HULLIGER

Le conseiller fédéral Ueli Maurer a effectué une **visite officielle en Pologne** du 16 au 17 octobre. Il a rencontré le ministre de la défense, Tomasz Siemoniak, avec lequel il a abordé les relations bilatérales entre la Suisse et la Pologne ainsi que la coopération militaire des deux pays.²⁰

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 02.04.2015
CAROLINE HULLIGER

Début avril, **le chef du DDPS a reçu son homologue suédois à Berne** pour une visite officielle s'inscrivant dans le cadre de la coopération entre la Suède et la Suisse en matière de sécurité, de défense et d'instruction militaire. Peter Hultqvist et Ueli Maurer ont évoqué la situation de sécurité internationale, la réforme des armées suisse et suédoise, ainsi que la coopération bilatérale en matière de formation militaire et d'équipement entre les deux pays.²¹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 16.04.2015
CAROLINE HULLIGER

Le **ministre de la défense autrichien** Gerald Klug s'est rendu **en Suisse pour une visite de travail** de deux jours. Il a été accueilli au domaine de Lohn avec les honneurs militaires par le conseiller fédéral Ueli Maurer. Les deux hommes se sont ensuite entretenus sur la situation internationale en matière de politique de sécurité et ils ont entrepris une visite aux troupes de sauvetage à Wangen an der Aare.²²

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 21.05.2015
CAROLINE HULLIGER

Le ministre de la défense **Ueli Maurer** s'est rendu **à Madrid** pour une visite officielle où il a été accueilli par son homologue espagnol Pedro Morenés. Les deux ministres ont eu l'occasion de s'entretenir sur la coopération entre la Suisse et l'Espagne, qui est notamment importante au niveau des forces aériennes – par exemple dans le domaine de l'instruction des pilotes avec l'organisation d'exercices communs entre les forces aériennes des deux pays.²³

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 13.10.2015
CAROLINE HULLIGER

Le 13 octobre, le ministre de la défense **Ueli Maurer** s'est rendu **à Helsinki pour une visite de travail** où il a rencontré son homologue finlandais Jussi Niinistö. Ils ont abordé la coopération militaire bilatérale entre la Suisse et la Finlande, ainsi que des questions de sécurité nationale et internationale.²⁴

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 27.11.2015
CAROLINE HULLIGER

Le conseiller fédéral **Ueli Maurer** s'est rendu **à Vaduz** pour un entretien bilatéral avec Thomas Zwiefelhofer, vice-chef du gouvernement liechtensteinois. Il a surtout été question de la coopération des deux pays dans le domaine de la protection de la population.²⁵

Gute Dienste

MOTION
DATUM: 27.09.2019
AMANDO AMMANN

Die Schweiz soll sich am Verteilungsmechanismus der «Koalition der Willigen» beteiligen, forderten im September 2019 Beat Flach (glp, AG; Mo. 19.4319), Lisa Mazzone (gp, GE; Mo. 19.4034), Guillaume Barazzone (cvp, GE; Mo. 19.4033), Kurt Fluri (fdp, SO; Mo. 19.4037), Carlo Sommaruga (sp, GE; Mo. 19.4035) und Rosmarie Quadranti (bdp, ZH; Mo. 19.4036) in ihren identischen Motionen. Die «Koalition der Willigen» oder eher «Aufnahmewilligen» bezeichnete in diesem Kontext eine Gruppe von EU-Staaten, die sich freiwillig zur Aufnahme geretteter Flüchtlinge bereit erklärten. Die Beteiligung der Schweiz könne gemäss Motionärinnen und Motionären entweder durch die Aufnahme eines Mindestanteils (von zwei Prozent) der Überlebenden an Bord jedes NGO-Schiffs oder durch die Unterstützung der Küstenstaaten durch die Aufnahme von Flüchtlingen aus deren Asylzentren erreicht werden. Die Schweiz beteilige sich via Frontex an der Finanzierung der libyschen Küstenwache, welche Schiffbrüchige nach Libyen zurückführe, ein Land in dem ein aktiver Konflikt schwele und in dessen «Gefangenenlagern» Menschenrechtsverletzungen weitverbreitet seien, kritisierten die Motionärinnen und Motionäre. Als Land mit einer langen humanitären Tradition müsse sich die Schweiz daher umso mehr bereit erklären, Überlebende aufzunehmen.

In seiner Stellungnahme machte der Bundesrat klar, dass die Seenotrettung eine völkerrechtliche Verpflichtung sei und man alle Beteiligten zur Einhaltung der EMRK, des internationalen Seerechts und der Genfer Flüchtlingskonvention aufrufe. Ad-hoc-Lösungen zur Verteilung von Flüchtlingen stehe die Schweiz jedoch zurückhaltend gegenüber, man setze sich eher für eine Reform des Dublin-Systems auf europäischer Ebene ein. Die Umverteilung von Personen ohne Chance auf Asyl sei ein Pull-Faktor, der falsche Anreize setze. Man werde aber weiterhin die Erstaufnahmestaaten auf bilateraler und multilateraler Ebene unterstützen, so wie das bereits durch die Beteiligung an den Plänen des EASO und dem Relocation-Programm der EU im Jahr 2015 geschehen sei. Im Rahmen des zweiten Schweizer Beitrags an ausgewählte Mitgliedstaaten der Europäischen Union werde sich die Schweiz zudem für die Stärkung des Migrationsmanagements in besonders stark betroffenen europäischen Staaten

einsetzen. Der Bundesrat beantragte aus diesen Gründen in allen Fällen die Ablehnung der Motion.²⁶

-
- 1) Communiqué du DDPS du 02.10.2015
 - 2) Lèse-majesté. Abroger l'article 296 CP
 - 3) BO CN, 2019, p. 1514 ss.; Rapport CAJ-CN du 5.4.2019
 - 4) FF, 2001, p. 1916 ss.; BO CN, 2001, p. 933; presse du 5.3.01; H. Hirter / W. Linder, VOX n° 73, Analyses des votations fédérales du 4 mars 2001, Berne 2001
 - 5) TA, 7.6.10; NZZ, 25.9 et 12.10.10; LT, 9 et 11.10.10.
 - 6) Presse des mois de janvier à juin 2010; Lib. 4, 5 et 6.12.10 (rapport).
 - 7) Medienmitteilung VBS vom 24.3.11; NZZ, 29.6.11; AZ, 14.7.11; NZZ, 15.7.11; Medienmitteilung VBS vom 8.11.11.
 - 8) Medienmitteilung VBS vom 24.10.11.
 - 9) Communiqué du DDPS du 3.2.12; Communiqué du DDPS du 8.6.12; Communiqué du DDPS du 6.9.12; Communiqué du DFAE du 21.9.12.
 - 10) Communiqué du DDPS du 19.6.12.
 - 11) Communiqué du DDPS du 29.6.12.
 - 12) Communiqué du DDPS du 22.10.12.
 - 13) Communiqué du DDPS du 10.6.13.
 - 14) TG, 20.7.13.
 - 15) Communiqué du DFAE du 18.10.13.
 - 16) Communiqué du DDPS du 14.03.14
 - 17) Communiqué du DDPS du 07.05.14
 - 18) Communiqué du DDPS du 04.06.14
 - 19) Communiqué du DDPS du 03.09.14
 - 20) Communiqué du DDPS du 17.10.14
 - 21) Communiqué du DDPS du 02.04.2015
 - 22) Communiqué du DDPS du 14.04.2015
 - 23) Communiqué du DDPS du 21.05.2015
 - 24) Communiqué du DDPS du 13.10.2015
 - 25) Communiqué du DDPS du 27.11.2015
 - 26) Mo. 19.4033; Mo. 19.4034; Mo. 19.4035; Mo. 19.4036; Mo. 19.4037; Mo. 19.4319